



Déclaration Liminaire Intersyndicale au CTL du 1^{er} octobre 2015

Madame la Présidente

Sous le fallacieux prétexte « d'économie budgétaire », alors qu'un agent de la DGFIP rapporte bien plus à la Nation qu'il ne coûte, le résultat des suppressions massives d'emploi mises en œuvre depuis plusieurs années à la DGFIP est aujourd'hui manifeste : l'organisation de la DGFIP est en péril et l'accès au service public des citoyens les plus fragiles est gravement menacé

Les Organisations Syndicales Représentatives de l'Essonne s'opposent fermement et de manière unitaire à la poursuite de cette politique car elle met, désormais, en danger la santé des agents du département.

Déjà durement frappée depuis dix ans par les suppressions de poste, cette année, l'Essonne subit l'absence de nomination d'agents C stagiaires, et ce n'est pas les trois agents arrivant en octobre qui vont couvrir les besoins du département.

Comme l'ont massivement exprimé nos 120 collègues des services lors du CTL du 9 juillet, trop, c'est trop !

Le refus de la Direction Générale de donner suite à notre demande d'audience traduit parfaitement le mépris des hiérarques de Bercy envers les agents qui souffrent pour préserver le Pacte Républicain qu'est l'Impôt.

Mais nous ne cesserons pas de nous battre pour obtenir les emplois dont nous avons tant besoin.

Nous exigeons que nous soient donnés les moyens humains nécessaires à notre mission, car ce n'est pas les réorganisations tout azimut qui changeront quoique ce soit au manque criant de personnel.

Enfin, que dire de la politique budgétaire de pénurie qui contraint les agents, comme au Centre des Finances Publiques du 75-78 rue Feray à travailler dans des conditions indignes.

Nous interpellons les élus nationaux pour les placer devant leur responsabilité sur le manque d'hygiène et de sécurité des locaux, mais aussi pour qu'ils agissent afin de maintenir le Service Public dans leurs circonscriptions.

Si le sujet des fusions de service n'avait pas été à l'ordre du jour, Madame la Présidente, nous aurions boycotté ce CTL, mais, contrairement à la Direction Générale, nous avons, nous, le sens des responsabilités à l'égard des agents de l'Essonne !